

Régionales 2021

Interpellation de l'Union régionale des professionnels de santé - médecins libéraux Ile-de-France

Ile-de-France

Réponse de Julien Bayou, l'Écologie Évidemment

Dans le cadre des élections régionales des 20 et 27 juin prochains, l'URPS Médecins Ile-de-France nous a soumis plusieurs questions, auxquelles nous répondons ici.

1. Quelle est votre analyse des besoins de santé et de l'offre de soins en Ile-de-France ?

La crise dans laquelle nous sommes collectivement plongé.es a jeté une lumière crue sur le mauvais état de santé de notre région : inégalités d'accès aux soins, territoires sous-dotés en structures et professionnels de santé, services publics hospitaliers saturés, prévalence de maladies chroniques liées à la précarité, à l'alimentation, à la pollution.

95 % des Francilien.nes sont ainsi exposé.es à des taux de particules fines supérieurs aux recommandations de l'OMS, une pollution responsable de la mort prématurée de 10 à 20 000 personnes par an en Ile-de-France. Des morts évitables.

La crise sanitaire a également montré l'importance de l'échelon territorial dans la nécessaire réactivité face à l'épidémie. La question d'une plus grande implication du niveau régional dans l'organisation du système de santé se pose. Elle pourrait conduire à un accroissement des compétences des régions à ce niveau.

La pandémie a aussi mis en lumière la nécessité de renforcer la résilience de notre système de santé face aux crises inattendues.

Aujourd'hui, notre recherche est limitée par le manque d'anticipation et d'orientation stratégique des crédits de recherche. Les zoonoses sont des maladies qui résultent des menaces et des prédatons sur nos écosystèmes, qu'il convient d'étudier et de mieux comprendre pour mieux les protéger, pour mieux nous protéger.

L'Île-de-France est la région la plus riche et la plus peuplée de France. Et pourtant, près de 15 % de la population vit dans une zone sous-dotée en médecins généralistes, contre 5,7% au niveau national.

De trop nombreuses personnes n'ont pas accès aux soins, pour des raisons diverses. Nous souhaitons que chacune et chacun puisse se soigner correctement, quelle que soit sa situation géographique, socio-économique, son origine, son genre, parce que le droit à la santé est un droit fondamental, universel et inaliénable et que la pleine santé doit être un critère de réussite des politiques publiques, et à fortiori des politiques régionales.

2. Quel est votre projet régional de santé ?

La santé est au cœur de notre projet.

Pour garantir à toutes et tous des soins de qualité, accessibles, adaptés, partout sur le territoire, nous proposons des actions et des mesures fortes. Mais plus encore, l'objectif d'une région en bonne santé irrigue l'ensemble de notre projet et se traduit concrètement dans chacun de nos secteurs d'intervention.

Un Plan Pasteur

La crise sanitaire a montré que notre recherche était limitée par le manque d'anticipation et d'orientation stratégique des crédits de recherche. Les zoonoses sont des maladies qui résultent des menaces et des prédatons sur nos écosystèmes, qu'il convient d'étudier et de mieux comprendre pour mieux les protéger, mieux nous protéger.

Nous pouvons prévenir certaines maladies en Île-de-France en relocalisant l'économie de la santé, en investissant dans la recherche et en luttant contre les pollutions et les perturbateurs endocriniens.

Dans ce cadre, nous nous engageons à :

- Un plan Pasteur pour mobiliser les laboratoires, la recherche pour trouver les traitements et les vaccins aux maladies émergentes
- Renforcer les missions santé environnementale de l'Observatoire régional de la santé, en lien avec l'Agence régionale de la biodiversité et l'Agence régionale de santé. L'élaboration du plan de santé régional de la santé environnementale fera l'objet d'une large consultation en associant le CESER, les réseaux associatifs et les professionnels de la santé et de la recherche.
- Réhabiliter les établissements publics de santé et les lieux de formation, et nous opposer à toute suppression de lits, postes et hôpitaux.

Pour un accès aux soins de toutes et tous

Nous nous engageons à :

- Garantir un accès à toutes et tous des soins à moins de 15 minutes de chez soi. Nous éradiquerons les déserts médicaux en doublant les moyens financiers du plan de lutte contre les déserts médicaux de 6,5 à 13 millions d'euros et lutterons contre la cherté des soins en finançant l'installation de centres de santé pluridisciplinaires accessibles pour tout le monde et en facilitant le logement des professionnel·les de santé. Un Groupement d'Intérêt public sera créé pour aider les collectivités volontaires à salarier directement des médecins ;
- Coordonner les Plans Régionaux Santé Environnement (Région), Plans Régionaux Santé au Travail (DIRECCTE et CARSAT) et Plans Régionaux Santé

(ARS) afin de permettre une meilleure coordination de leurs actions au bénéfice de la santé globale ;

- Inciter les collectivités à intégrer les enjeux de santé dans leurs documents de planification ;
- Prendre soin des personnes en marge du système de santé en développant les offres de soins dédiées telles que des antennes mobiles ou des salles de consommation à moindre risque ;
- Généraliser pour tous-tes les étudiant-es la contribution régionale à leur couverture médicale, en augmentant le panier minimal de soins et rendant à nouveau la contraception gratuite ;
- Mettre en place en lien avec les départements et les communes un forfait régional de 3 à 5h pour l'accompagnement des enfants et jeunes majeurs (AEEH jusqu'à 20 ans) en situation de handicap pour les temps périscolaires, de cantines et d'accompagnements « empêchés » pour la mère et le père de l'enfant/des enfants ;
- Dans un objectif sanitaire de réduction des risques, la Région écologiste se portera candidate pour l'expérimentation de la légalisation du cannabis et la dépénalisation des usages de drogues

Santé mentale

Malgré la qualité de notre système de santé, la santé mentale reste taboue et insuffisamment prise en compte. La crise sanitaire n'a pourtant fait que renforcer les besoins et la psychiatrie publique est en difficulté pour faire face aux besoins. C'est pourquoi nous nous engageons à :

- Rendre les soins psychologiques accessibles à travers un plan santé mentale s'appuyant notamment sur les Centres Médico-Psycho-Pédagogiques (CMPP) et des Centre Médico-Psychologique (CMP) et en créer de nouveaux dans des zones peu couvertes ;
- Soutenir la prévention primaire avec des programmes de santé mentale, de nutrition et activité physique, santé sexuelle (qui couvre la contraception, l'éducation à la sexualité, le bien être sexuel, les IST et le VIH), etc.
- Permettre aux jeunes d'avoir accès à des consultations gratuites de psychologues dans chaque établissement scolaire et sur chaque campus universitaire
- Soutenir et développer la démarche "Premiers secours en santé mentale".

Santé des jeunes

Enfin, nous porterons une attention spécifique à la santé des jeunes, public prioritaire particulièrement impacté par la crise.

Ainsi, nous agirons en faveur d'une meilleure alimentation des jeunes, chacun.e devant avoir accès à une nourriture de qualité, de la lutte contre l'habitat indigne des jeunes et

des étudiant.es, et en faveur d'un renforcement de l'offre de santé pour les étudiant.es avec :

- la création de centres de santé à proximité des universités et des CROUS ;
- des consultations gynécologiques et psychologiques gratuites et anonymes ;
- la simplification des procédures et des démarches d'accès, notamment à destination des étudiants étrangers ;
- l'installation de distributeurs de serviettes et de tampons gratuits dans chaque lycée et chaque établissement d'enseignement supérieur et distribution de kits "anti-précarité menstruelle" lavables ;
- le tiers payant à 100% de la sécurité sociale pour toutes les dépenses de santé (pas d'avance de frais).

Personnes âgées et en perte d'autonomie

Nous apporterons notre soutien aux projets de dispositif de type « EHPAD à Domicile Public », afin de proposer un panel de services d'aides et de soins à domicile pour des personnes âgées en perte d'autonomie.

Nous développerons des services polyvalents d'aide et de soins à domicile SPASAD dans chaque territoire et nous soutiendrons le renforcement de leurs missions, en lien avec les Maisons départementales des personnes handicapées.

Pour les personnes en situation de handicap de tout âge, les écologistes augmenteront le concours financier complémentaire aux bénéficiaires de L'ACTP et de la PCH en Île-de-France pour les aides techniques et pour l'adaptation du logement sur une durée conventionnée avec les 8 Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) d'Île-de-France de 5 années pour tous les handicaps (2ème et 3ème éléments de la prestation de compensation du handicap- fonds de compensation).

Les financements de la région Ile de France prendront en compte les situations qui excluent les personnes évaluées comme non éligibles, dont les personnes de petite taille et les personnes en situation de handicap psychique.

Nous l'avons dit, la santé infuse l'ensemble de notre projet pour l'Île-de-France. Chaque action, chaque dispositif doit être pensé et mis en œuvre dans la perspective de protéger la planète, de sauver le climat, améliorer le bien-être de chacun.e.

La santé, c'est donc aussi cela :

Protéger la nature et sauver le climat

L'Organisation Mondiale de la Santé recommande que chaque personne ait en moyenne accès à 15m² d'espaces verts pour se sentir en bonne santé : c'est l'objectif que nous poursuivrons (végétalisation des cours d'établissements scolaires, contractualisation avec les collectivités pour que chaque projet d'aménagement libère

du sol nu et de la pleine terre, de la place pour la végétation et les animaux, soutien massif à l'éducation à la nature, création avec l'AEV d'au moins 3 parcs régionaux, ceinture verte entre la petite et la grande couronne, plantation d'un arbre par naissance...).

1,5 milliards à la lutte contre le bruit et la pollution de l'air

Parce que la lutte contre le bruit et la pollution de l'air un enjeu majeur de santé publique, à l'origine de troubles et de maladies chroniques graves (stress, troubles du sommeil et cognitifs, maladies cardio-vasculaires et respiratoires, 'hypertension...), nous agirons avec :

- des purificateurs d'air, des études et des investissements dans la construction et la rénovation de bâtiments anti-pollution de l'air (architecture, matériaux...), y compris dans les lycées et les transports en commun ;
- la promotion des mobilités douces, la diminution du trafic aérien et routier pour réduire la pollution atmosphérique et sonore (zéro extension d'aéroports, couvre-feu à Roissy CDG et études pour la reconversion de l'aéroport du Bourget en un pôle industriel et agricole de la transition écologique, appui à la Maison des organisations syndicales de la zone aéroportuaire de Roissy (MOSZAR), pour informer les salarié·es et encourager leur orientation vers les dispositifs de formation professionnelle, abandon de tout soutien aux projets de taxis volants et autres livraisons par drones) ;
- l'installation de radars sonores fixes et mobiles, l'insonorisation du rail et le traitement des 200 points noirs d'ici la fin du mandat ;
- la création d'une Agence Régionale contre les perturbateurs endocriniens chargée de mener des études ainsi que des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ;
- la création d'un Fonds de soutien aux lanceuses et lanceurs d'alertes et aux associations de victimes d'atteintes sanitaires et environnementales.
- la généralisation des études d'évaluation d'impact sur la santé, mais aussi la prévention et la lutte contre le racisme environnemental, en particulier concernant l'implantation des aires d'accueil des gens du voyage ;
- des évaluations régulières des conséquences économiques et sanitaires des pollutions de l'eau des sols et lumineuses feront l'objet d'évaluations régulières de la part des agences régionales.

Une région zéro violence, zéro discrimination

Dans ce cadre, nous nous engageons notamment à mieux former les professionnel·les de santé en rétablissant les modules de prévention des violences sexuelles et intrafamiliales et à rendre gratuites les formations sanitaires et sociales.

Nous favoriserons également une meilleure coordination entre les différentes institutions qui accompagnent les victimes, nous mènerons en lien avec l'Agence régionale de santé des campagnes de sensibilisation contre les violences gynécologiques et obstétriques et nous agirons en faveur de l'accès aux soins et à la

prévention des personnes LGBT en aidant à la création de lieux d'accueil, d'écoute et de prévention, ouverts à toutes et tous, anonymes et gratuits. Nous intensifierons par ailleurs, en partenariat avec l'ARS, la lutte contre le VIH en transposant le plan "Paris sans Sida" (campagnes d'informations sur la PrEP - Prophylaxie Pré-Exposition- et plan régional de prévention aux risques du chemsex).

Transition agricole

Parce que la transition agricole et l'essor de la production alimentaire francilienne permet de préserver l'environnement, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre mais aussi d'agir pour la santé des Francilien·nes., nous soutenons la transformation de nos systèmes agricoles productivistes vers des modes de production écologiques et le redéploiement de la polyculture élevage, sans intrants de synthèse et favorisant la biodiversité et notamment la vie des sols. Nous mettrons en place un vaste plan de transition agroécologique régional.

Alimentation

On le sait : l'alimentation, des adolescent·es notamment, est un sujet crucial pour leur développement et leur santé.

Leur donner accès à des produits de qualité, garantir un service public de l'alimentation savoureuse et accessible est une nécessité, mais c'est aussi un pari sur l'avenir. Il s'agit d'insuffler des pratiques qui pourront se maintenir tout au long de leur vie et protéger leur santé. Il est donc nécessaire d'organiser un plan de formation des cuisiniers en restauration collective pour mieux maîtriser l'alimentation végétale et s'assurer que l'alternative végétarienne quotidienne soit attirante et donne envie aux jeunes d'apprendre à cuisiner.

Les professionnels seront encouragés à équilibrer les protéines selon leur source carnée ou végétale et la diminution des volumes globaux de viande consommée sera encouragée. Par ailleurs, l'objectif de 100% de produits biologiques et/ou locaux (avec au moins 50% en 2025) permet d'engager un levier considérable de transformation agricole, par la commande publique et la structuration d'une filière d'approvisionnement relocalisée.

Transports, déplacements

La question des déplacements est centrale pour les Franciliennes et Franciliens et a une incidence directe sur leur qualité de vie, leur bien-être et leur santé.

Le Conseil Régional est responsable de l'organisation de la mobilité et a le pouvoir de faire évoluer nos types de mobilités, notamment en encourageant les mobilités douces, meilleures pour notre santé et le climat. Ainsi nous, écologistes, voulons développer le vélo et la marche en Île-de-France pour désaturer les transports en commun et faire du vélo et de la marche des transports de masse.

Les mobilités douces garantissent la pleine santé des Francilien·nes en encourageant l'activité physique et en évitant les pollutions de l'air et les pollutions sonores. Avec nous, ce seront 1 700 kilomètres de voies vélo en enrobé qui seront créés d'ici 2027, véritable réseau cyclable sécurisé et structurant irriguant toute l'île de France.

Une économie au service des besoins : relance économique, emploi, formation professionnelle

Les secteurs qui peuvent accélérer la transition écologique et soutenir de nombreux emplois non délocalisables doivent être au cœur de la relance, une relance qui doit aussi s'attacher à transformer durablement les secteurs structurants de l'économie française, comme ceux dont la nécessité vitale s'est affirmée lors de la crise.

C'est le cas du secteur de la santé et du soin.

A ce titre, la compétence formation professionnelle sera particulièrement mobilisée et la valorisation de ces métiers un axe fort de notre action.

C'est aussi le cas de la rénovation du bâti francilien, dont le mauvais état a un impact majeur sur les émissions de gaz à effets de serre et des effets directs sur la santé (saturnisme, infections respiratoires, problèmes de sommeil, de concentration, désocialisation...).

Au vu des quantités d'énergie consommées et de la mauvaise qualité globale des logements franciliens (2,1 millions de logements classés E,F ou G : 44% du parc), la stratégie d'économies d'énergie, couplée avec une politique de sobriété des usages est la plus pertinente. Par un service public régional de la sobriété énergétique, en assumant un rôle de leader exemplaire de la construction écologique et de la rénovation énergétique du bâti, nous agissons concrètement pour diminuer notre contribution aux dérèglements climatiques et améliorer directement les conditions de vie et de santé des Franciliennes et des Franciliens.

Risques industriels

Avec un plan "anti-Lubrizon", **nous protégerons les populations des risques industriels.**

L'Île-de-France est une des régions les plus riches du monde, qui concentre près d'un tiers du PIB français. Pourtant, nombre de Franciliens et Franciliennes connaissent des situations de pauvreté, de précarité et d'exclusion. Métropole mondiale, le centre de la région est un creuset des flux mondiaux et accueille chaque année des personnes venant du monde entier.

Notre responsabilité est de proposer un avenir à chacun·e, d'où qu'il ou elle vienne et en particulier d'intégrer les personnes réfugiées. Les inégalités entre les territoires concentrant les richesses et ceux concentrant la pauvreté se sont accrues ces dernières années. Une Région écologiste doit avoir pour objectif d'atténuer ces inégalités et de permettre à tous·tes ses habitant·es de vivre dignement, de manière intégrée à leur environnement social.

Bien vivre, se loger, se chauffer, se déplacer en Île-de-France, travailler, apprendre, se soigner : à chaque heure de la journée, la Région entre en jeu.

Le Conseil régional d'Île-de-France, doté d'un budget de 5 milliards d'euros, en charge des transports, des lycées, de la formation professionnelle, du développement économique et d'autres politiques qui nous concernent au quotidien est un acteur essentiel pour transformer notre environnement et nos modes de vie.

Notre région fait face à un choix déterminant pour son avenir. Elle peut persister dans le cercle vicieux qui amène plus de la moitié d'entre nous à envisager de quitter la région car elle est trop chère, trop polluée, trop stressante, trop insécurisante.

Ou elle peut enclencher le cercle vertueux qui améliore nos habitats, protège le vivant, la biodiversité, nous permet d'enrayer les dérèglements climatiques et de bien vivre, en bonne santé. C'est notre projet.